

## Bobard démocratique ?

Author : Stéphane Braconnier

Categories : [Politique](#)

Date : 21 juin 2021

**TRIBUNE** : Alors que les élections départementales et régionales ont été marquées par un record absolu d'abstention, l'édifice démocratique interroge, et pas seulement en France, mais dans beaucoup de pays occidentaux. Avec son ton libre autant qu'avec ses solides références, [Stéphane Braconnier](#) constate que la démocratie représentative souffre d'un vice originel : elle repose incidemment sur une propagande, qui n'est pas l'apanage des régimes totalitaires, comme le montre l'histoire démocratique des Etats-Unis. Le philosophe a plus de tendresse pour la souveraineté populaire, le mandat impératif et la voie référendaire, comme en Suisse.

---



*Diplômé en Philosophie de l'Université Panthéon-Sorbonne et en Droit de l'Université Pascal Paoli, ancien journaliste, ancien entrepreneur, [Stéphane Braconnier](#) est professeur de Philosophie depuis 2013, en poste dans l'académie d'Ajaccio puis celle de Nantes. Il a publié trois recueils de poésie : Testostérone ; L'Évasion sensuelle et Coup de pied dans la fourmière (éd. Amalthée).*

On croit à la démocratie indirecte comme on croit en la résurrection : c'est la même soif de merveilleux. À défaut de bonnes raisons, on s'en persuade, ou plutôt on nous en persuade, devrait-on dire. Nos régimes politiques n'épargnent aucun effort pour leur auto satisfecit, s'abritant même parfois derrière une fausse modestie, à l'instar de l'autre monarchiste constitutionnel de cavalerie qui déclarait que *«la démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes»*. Que des militaires comme Churchill ou De Gaulle, ou des directeurs de la C.I.A. comme Georges Bush père soient aux commandes n'interpelle pas, alors que nos démocraties moralisatrices s'en donnent à cœur joie quant au rôle de Poutine au sein des services secrets soviétiques. Comme si seul le totalitarisme avait inventé la propagande !

## La propagande à la mode démocratique

Les avènements du communisme, puis du fascisme et enfin du nazisme ne sauraient être exhaustifs à eux seuls en matière de propagande, car si son versant totalitaire est indéniable, ce serait se voiler la face que d'ignorer celle mise en œuvre par nos démocraties, tout aussi efficace, si ce n'est plus car, à elles seules, elles ont mis à bas ces idéologies mortifères. Comme l'écrivait si bien David Hume, *«la victoire n'est pas gagnée par les soldats en armes, qui manient la pique et l'épée, elle l'est par les trompettes, les tambours et les musiciens de l'armée»* [1]. Bien que Machiavel ne soit pas un théoricien à proprement parler de la démocratie, mais davantage de la manipulation politique, il retient néanmoins l'idée que le Prince doit se concilier la majorité populaire par tous les moyens, la minorité étant négligeable :

«Qu'un prince donc se propose pour son but de vaincre et de maintenir l'État : les moyens seront toujours estimés honorables et loués d'un chacun ; car le vulgaire ne juge que de ce qu'il voit et de ce qui advient ; or en ce monde, il n'y a que le vulgaire ; et le petit nombre ne compte point, quand le grand nombre a de quoi s'appuyer.» [2]

La démocratie a consacré ce principe majoritaire et ceux qui nous gouvernent, tant les rois que les présidents ou les magnas de la finance s'y sont adaptés. Ils n'en ont pas perdu pour autant leur pouvoir sur les foules. Ceci dit, on pourrait dater l'avènement de la propagande démocratique avec les ouvrages de Gustave Le Bon [3] qui décryptent les comportements sociaux et nous offrent la clef de la porte inaugurale de la manipulation politique. Pour Le Bon, si on tient à ce qu'une opinion se répande, un leader charismatique doit l'incarner et l'affirmer haut et fort, empreint d'une certitude outrancière, tout en la réduisant à un slogan dénué de raisonnement afin de laisser peu de prise à la contestation, comme par exemple «*travailler plus pour gagner plus*» ; d'autant que les foules sont toujours mues par des sentiments, jamais par des raisonnements. L'art de la banalité originale, somme toute ! Ensuite, il convient de propager ce slogan et ses éléments de langage en les répétant inlassablement, car si tout le monde le dit, c'est donc que c'est vrai, ou du moins pas tout à fait faux : on sollicite ainsi l'instinct grégaire. La répétition banalise d'abord le propos et lui octroie sa véracité par la suite. Une petite expérience de cours ne sera pas inutile pour illustrer ce principe. Certains de mes élèves sont chrétiens, d'autres non. Oublions ces derniers. Lorsque j'explique à mes petits crédules que le conquistador Cabeza de Vaca ressuscitait les morts et que je leur demande ce qu'ils en pensent, ils refusent d'y croire. Pourtant, ils admettent sans hésiter que le Christ a ressuscité Lazare. Cette résurrection fut rabâchée des milliards de fois, tandis que celles de Cabeza de Vaca relèvent déjà d'une certaine érudition. Ils n'ont pourtant pas plus de preuves à leur disposition pour les unes que pour l'autre, mais les unes sont incroyables quand l'autre est crédible. À grande échelle, la répétition banalise, puis accrédite n'importe quelle imbécillité, n'importe quelles horreurs : Hiroshima et Nagasaki étaient des maux nécessaires par exemple. Avant que la Covid-19 ne mette l'humanité en péril, c'était le réchauffement climatique. Au moins dix années de rabâchage quotidien, partout, à travers la plupart des médias. Maintenant c'est la chloroquine qui s'avère nocive (mis à part qu'on la prescrit universellement depuis huit décennies approximativement sans souci) et le vaccin va nous sauver. Attention, que ce soit vrai ou non n'est pas la question : l'important est de prendre conscience qu'on nous répète les choses intentionnellement. La répétition n'est pas le fruit de l'actualité, c'est l'actualité qui est le prétexte à des *ratiocinages* intéressés : la différence est de taille.

## La fabrique du consentement

À partir des thèses de Le Bon, tout s'enchaîne : on passe de la théorie à la pratique, et notamment avec Edward Bernays et Walter Lippmann qui s'en prévalent, tout en perfectionnant le contrôle de la population. Tous deux participent à la Commission Creel que le Président Wilson institua afin de retourner l'opinion publique, laquelle l'avait réélu en 1916 à la faveur de son programme non interventionniste, quand en 1917 il faisait intervenir les États-Unis d'Amérique dans le premier

conflit mondial. L'unique objet de cette commission était le renversement de l'opinion publique : qu'elle devienne belliciste alors qu'elle était pacifiste. Ainsi, tous les médias américains s'aperçurent brusquement (on s'étripe depuis trois ans) que la liberté était en danger, les stars les plus en vue s'égosillèrent tout d'un coup sur le péril allemand (un peu comme nos célébrités qui donnent leur avis juste avant l'élection présidentielle), quand ce ne furent pas tous les élus qui incitèrent leurs pioupious à s'engager pour voler au secours de la démocratie. Comme si l'Allemagne de Guillaume II avait envisagé de traverser l'Atlantique pour envahir l'Amérique. Toutes les ficelles de Le Bon furent tirées par nos deux lascars et leurs comparses de la Commission Creel ; et l'Amérique non interventionniste la veille s'en alla gaîment à la guerre le lendemain, d'un même pas bien cadencé – pour ne pas dire conditionné –, la fleur au fusil. La démocratie impose l'adhésion d'une majorité de la population. Bernays et Lippmann revendiqueront alors la «*fabrique du consentement*» comme méthode de gouvernement.

**Lire aussi :** [«Tu peux dire ce que tu veux, alors : ferme-la» ?](#) (Stéphane Braconnier)

Un tel succès poussa Edward Bernays à devenir un propagandiste professionnel. Bien qu'il ne récusât jamais le terme de «*propagande*» puisque celui-ci avait pour origine le verbe «*propager*» et qu'il titrât l'un de ses ouvrages *Propaganda*, il lui préféra celui de «*conseiller en relations publiques*» afin de s'inscrire dans un vocable plus politiquement correct ; la propagande étant considérée à tort comme l'apanage des États totalitaires. Les femmes américaines lui doivent de pouvoir fumer dans l'espace public. En effet, en 1929, il conseilla aux mouvements féministes d'allumer des cigarettes publiquement devant la presse dûment positionnée, à l'occasion de la parade de Pâques à New-York, en prétextant qu'elles allumaient les torches, les flambeaux de la liberté. L'égalité homme/femme, l'affranchissement de la femme des diktats éducatifs sexistes, l'affirmation de soi, tout concourait à inciter à une telle transgression qui fut couronnée de succès. Grâce à lui, la femme américaine pouvait dorénavant allumer une clope dans la rue, sans être cataloguée, sans être jugée péjorativement. Sauf que Bernays était rémunéré par l'American Tobacco qui cherchait à doubler ses ventes de cigarettes. De même, on a convaincu les Américains de prendre un petit déjeuner le matin, épaulé publiquement par les acteurs médicaux les plus réputés, à la seule fin de relancer la vente de bacon d'un producteur de cochons ; tous les médecins d'Outre-Atlantique conseillant leurs patients de la sorte. Or, pour leur santé, les Américains suivent généralement les recommandations de leur docteur, lequel suit les avis éclairés des autorités sanitaires, devenues quelque peu mercenaires. Comme Bernays l'écrit, «*le principe*

voulant qu'il existe un commun dénominateur entre les intérêts du vendeur et ceux des acheteurs peut être décliné à l'infini» [4]. Bien qu'il affirme pratiquer éthiquement son activité, son «dénominateur commun» est l'axe de rotation d'un jeu de dupes qu'il initie au profit du vendeur, et quelque part au préjudice de l'acheteur en créant artificiellement, ou psychologiquement un besoin qui n'existe pas naturellement. Autrement dit, en ploutocratie on trouve toujours un bon argument pour maquiller la mauvaise intention.



<http://ampelosophisme.over->

[blog.com/2018/11/propagande.html](http://blog.com/2018/11/propagande.html)

Pour Lippmann comme pour Bernays, la fabrique du consentement par les élites est indispensable car la population est trop stupide pour décider par elle-même de ce qui lui convient. La société se résume à un tissu de problèmes très complexes que le quidam n'est pas en mesure de résoudre. Il en est le spectateur et comme au théâtre, il convient de laisser les acteurs du drame jouer leur rôle. Eux savent quelles mesures il faut prendre. Le commun des mortels n'a ni le temps, ni les compétences, ni la formation pour déterminer les solutions politiques idoines. À travers son vote, il se décharge de la question auprès d'un autre à travers la représentation, une personne qualifiée qui y consacrerait tout son temps. Et avec ce principe moyenâgeux du laïque qui s'en remet au clerc quant à la gestion de sa propre vie, on en arrive à lire :

« Si, selon la formule consacrée, tel candidat à la présidentielle a été *désigné* pour répondre à *une immense attente populaire*, nul n'ignore qu'en réalité son nom a été choisi

par une dizaine de messieurs réunis en petit comité. [...] Oui, les dirigeants invisibles contrôlent les destinées de millions d'êtres humains. Généralement, on ne réalise pas à quel point les déclarations et les actions de ceux qui occupent le devant de la scène leur sont dictées par d'habiles personnages agissant en coulisse. Plus important encore, nous ne réalisons pas non plus à quel point ces autorités façonnent à leur guise nos pensées et nos comportements. Dans maints domaines de la vie quotidienne où nous croyons disposer de notre libre arbitre, nous obéissons à des dictateurs redoutables.»[\[5\]](#)

Cette citation est d'autant plus édifiante qu'elle n'émane pas d'un quelconque sociologue en mal de notoriété ou d'un philosophe aigri, qui observe à la lueur de son ignorance et de sa subjectivité la partie immergée de l'iceberg ; elle provient de Bernays qui était l'un des acteurs du pouvoir invisible et qui y a consacré toute sa carrière. Mais à partir du moment où un petit nombre de puissants décident pour nous, la populace, peut-on encore parler de démocratie, de gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple, de *vox populi vox Dei* ? Si ces oligarques fabriquent de toute pièce notre consentement, peut-on encore croire qu'il est le nôtre. La manipulation politique fait en réalité apparaître comme nôtre ce qui est leur, mais la propagande occulte ce tour de passe-passe. Après, c'est en Amérique me direz-vous, leur système démocratique n'est pas le nôtre, etc. Sauf qu'en 2012, durant la campagne de François Hollande, Jacques Attali a organisé un dîner où se confrontaient un proche de Hollande, François Rebsamen et des grands patrons français tels que ceux de Suez, de Rhodia, de Pechiney ou de Sanofi, entre autres. Rebsamen leur demanda ce qu'ils attendaient de Hollande s'il était élu à la Présidence de la République. Leur réponse fut sans équivoque : «*que Macron soit secrétaire général à l'économie*» [\[6\]](#). Après, ils nous l'ont fait avaler comme Bernays a fait bouffer du bacon à toute l'Amérique. À ce rythme, notre démocratie n'est qu'un mythe qui abrite de la lumière une ploutocratie s'appuyant localement sur une féodalité financière, où des politiques polichinelles font figure d'agents doubles trahissant leurs électeurs au gré de la représentation. On n'élit pas des dirigeants, on adoube des maîtres. Et quand j'écris «maîtres», j'entends derrière ce mot les chaînes des esclaves qui forment leur traîne. Pourtant, ce n'est pas à l'esclave de cautionner l'esclavage ; le lien qui l'oppose à son maître est un rapport de force, un rapport coercitif dont la répression des Gilets jaunes fut un bon exemple, d'autant que 75% de la population française les approuvait au départ. En fait, tout notre système de valeur est jeté à bas par cette escroquerie politique, et notamment l'École de la République dont la mission consiste à former des citoyens éclairés à même de décider par eux-mêmes ce qui est le mieux pour la nation. Sauf qu'on leur fait prendre des vessies pour des lanternes afin de mieux les diriger dans l'obscurité. Nous sommes des aveugles à la merci de chiens... de chiens d'aveugles veux-je dire, mais de chiens tout de même !

## L'escroquerie du mandat représentatif et la *ploutocratie*

La représentation est au cœur du problème, partant le système même de la démocratie indirecte. Cette représentation s'élabore à partir d'un mandat. D'habitude, celui-ci permet à un mandataire de s'interposer en lieu et place de son mandant, telle une simple délégation. Un agent immobilier est un mandataire, tout comme un huissier de justice, un avocat ou encore le moindre titulaire d'une procuration sur un compte bancaire. Mais, dans ce type de mandat, le mandataire est responsable et doit rendre compte de sa gestion auprès de son mandant. Il n'est pas libre de faire ce qu'il veut au nom d'un autre, à l'exception du mandat électoral où l'élu met en œuvre ce qui lui chante, même si cela contrevient à la majorité des électeurs de sa circonscription. C'est le principe du mandat dit *représentatif* à l'opposé du mandat dit *impératif*. Ce dernier oblige le mandataire à solliciter l'adhésion du mandant avant de ratifier en son nom un quelconque accord, comme il arrive souvent à une organisation syndicale de consulter sa base avant de signer un compromis en son nom. Certes, on comprend aisément qu'en matière de décisions politiques, ou une certaine diligence qui ne saurait être excessive est néanmoins de mise, la mise en place de mandats impératifs s'avérerait a priori compliquée, sans pour autant être absolument impossible : le système de votation en Suisse nous en convainc. Ce qui permet l'escroquerie démocratique à la faveur du mandat représentatif, c'est l'absence de sanction de l'élu trahissant son électorat, se faisant élire sur ce que celui-ci désire entendre ; cet imposteur financé par des ploutocrates et qui se met à leur service une fois en place, au lieu de satisfaire aux intérêts de son électorat. Un agent double, un traître assurément, qu'une presse à la solde de la ploutocratie protège efficacement. Les Gilets jaunes en avaient bien le sentiment en s'en prenant physiquement parfois aux équipes de BFM TV sur le terrain et en réclamant le R.I.C., ce référendum d'initiative citoyenne afin de résilier le mandat d'un élu traître à sa cause. Ils n'ont fait que secouer leurs chaînes – prouvant ainsi qu'ils en avaient néanmoins conscience – mais sans réussir à les rompre, et en se faisant surtout rouer de coups ou embastiller par les mercenaires de la ploutocratie. La Covid-19 et l'état sanitaire d'urgence sont tombés à point nommé. Cette *ploutocratie* dont Lippmann fut l'un des plus zélés agents n'a que mépris en ce qui nous concerne :

«La froide lumière de l'expérience le (*l'électeur*) lui a montré, sa souveraineté n'est qu'une fiction. Il règne en théorie, mais dans les faits il ne gouverne pas. [...] Lorsqu'au cours d'une campagne politique il s'entend qualifier, lui et quelque trente millions d'autres individus, de source de toute sagesse, de tout pouvoir et de toute vertu, de moteur premier et de fin ultime, s'il est encore sain d'esprit il ne pourra que protester. Il ne va tout de même pas, à l'instar de Chantecler, s'émerveiller éternellement d'être celui qui fait se lever le soleil.[...] Ne comptez pas sur moi pour le (*encore l'électeur*) dénoncer davantage ?

Je suis avec lui de tout cœur, car j'estime qu'on fait peser sur ses épaules le poids d'une tâche impossible et qu'on exige de lui la réalisation d'un idéal inaccessible.» [7]

À croire vraiment que les Suisses sont des prix Nobel avec leur démocratie directe et qu'eu égard, nous sommes des imbéciles. Si un tel dédain peut se concilier avec le principe éducatif anglo-saxon qui tente d'adapter les jeunes à la société, à les lui conformer, il ne saurait se marier au nôtre qui cherche à produire des citoyens électeurs éclairés exerçant une souveraineté populaire. J'entends bien cependant la difficulté soulevée par Lippmann quand il écrit que l'on «*ne s'avise de préciser au futur citoyen comment il sera censé s'y prendre pour se tenir informé de l'avancement de cet embrouillamini de problèmes tout en gagnant sa vie, en élevant ses enfants et en profitant de l'existence*» [8]. Certes, mais est-ce une raison suffisante pour le spolier de son existence politique, sans compter qu'à ce compte-là on peut supposer que les votations helvétiques engendrent des erreurs populaires. Et alors, les politiques professionnels n'en commettent-ils pas ? La gestion du Covid-19 par le Conseil scientifique et l'exécutif assemble à elle seule d'ailleurs un chapelet de conneries que le peuple ne saurait rallonger. Son bon sens peut certes commettre des erreurs, mais ce seraient les siennes, commises dans son intérêt apparent, non au profit d'une ploutocratie sourde, visqueuse et rampante qui méprise ceux qu'elle exploite éhontément. Et que je sache, la Suisse et sa démocratie directe ne semblent pas à la traîne des démocraties indirectes – socialement, économiquement, culturellement.

**Lire aussi :** [La citoyenneté, un crime contre l'humanité ? \(Stéphane Braconnier\)](#)

Pire, nos démocraties faisandées supposent même que nous ne sachions pas compter. George Bush a été élu président des États-Unis alors qu'il comptabilisait moins de votes populaires qu'Al Gore, rebelote avec Donald Trump et Hillary Clinton ; en France, le Rassemblement national dénombre seulement huit députés sur 577, tandis que son leader Marine Le Pen représente au moins 20% de l'électorat français. Le référendum sur la constitution européenne en 2005, toujours en France a été invalidé par 54,68% des votants, ce qui n'empêcha pas nos parlementaires



d'approuver un texte pratiquement identique deux ans plus tard, soi-disant en notre nom. George Orwell s'étonne aussi du fait que «*le système électoral anglais est capable de produire toutes sortes d'anomalies et pourrait en théorie donner tous les sièges du Parlement à un parti qui n'aurait remporté que cinquante et un pour cent des votes*» [9]. Outre cela, approfondissons davantage la notion spacieuse de majorité. Au premier tour de la présidentielle en 2017, Macron récoltait 24,01% des voix. Au second tour, il obtint 66,10% des suffrages. On peut donc supposer à juste titre que 42,09% des personnes ayant voté pour lui au second tour ont en fait plus exprimé un vote de rejet contre Marine Le Pen qu'une adhésion au programme de Macron. Il est alors abusif de sa part de se prévaloir de la légitimité des urnes quant à la suppression de l'impôt sur la fortune, la reconduction du C.I.C.E., la réforme des retraites ou la privatisation de l'aéroport de Paris, car on peut penser que la plupart des votants qui constituent ces 42,09% n'y étaient pas particulièrement favorables. On le voit, le procès de la démocratie indirecte et de son mandat représentatif n'est plus à faire. En aucune manière il ne s'agit d'une démocratie, mais bien plutôt d'une ploutocratie. Il est temps de la condamner ad æternum. Comme dirait l'Autre : véritables démocrates de tous les pays, unissez-vous ! Vous ne risquez d'y perdre que vos chaînes. Affranchissez-vous de vos proxénètes, dénoncez-les ! Notre démocratie est à réinventer.

**Note de la rédaction : ce texte a été écrit bien avant les élections régionales et départementales du 20 mai.**

[1] David Hume, *Traité de la nature humaine*, Éd. Aubier, coll. Bibliothèque philosophique, trad. André Leroy, Paris, 1983, p.57.

[2] Machiavel, *Le Prince*, Éd. Gallimard, Coll. La Pléiade, Vol. Œuvres complètes, Paris, 1952, p.343.

[3] Gustave Le Bon, *La psychologie des foules* (1895), *La psychologie politique* (1910), *Les opinions et les croyances* (1911), *La vie des vérités* (1914), etc.

[4] Edward Bernays, *Propaganda*, Éd. La Découverte-Zones, trad. Oristelle Bonis, Paris, 2007, p.79.

[5] Ibidem, pp.50-51.

[6] Gérard Davet et Fabrice Lhomme, "La dévorante ambition d'Emmanuel Macron", *Le Monde*, 29.08.2019, ou : <http://www.politique.net/2019090201-Macron-embauche-hollande>.

[7] Walter Lippmann, *Le public fantôme*, Éd. Demopolis, trad. Laurence Decréau, Paris, 2008, p.52 et p.55.

[8] Ibidem, p.58.

[9] *Les élections générales britanniques, Commentary 1945*, dans *Écrits politiques*, Éd. Agone, coll. Banc d'essais, trad. Bernard Hoepffner, Marseille 2009, p.294.